



MAGAZINE D'ANTICIPATION POLITIQUE

AUTOMNE 2010

Sommaire

1. Editorial

2. Impacts sociaux de la crise en Europe : danse sur un volcan

-

3. Anticipolis : une maison d'édition dédiée à l'anticipation politique

-

5. Essai : Crise mondiale - En route vers le monde d'après avec Franck Biancheri

-

7. Transferts Europe-Afrique : quand la manne se tarit

-

8. Anticipation Politique : mode d'emploi

-

11. La crise écologique globale a commencé

-

14. FuturHebdo - 09/11/2060 : Controverses côtières

17. Amérique latine/USA : la décennie qui confirmera l'émancipation

-

18. Roman : Des milliards de tapis de cheveux, par Andreas Eschbach

MAP est une publication du Laboratoire Européen d'Anticipation Politique (LEAP) en collaboration avec NewropMag

Directrice de publication : Marie-Hélène Caillol
Conseiller spécial de rédaction : Franck Biancheri
Editeur : Michaël Timmermans
Collaborateurs : Jérôme Defaix, Ludovic Follot, Bruno Paul, Sébastien Rouxel, Olivier Parent
Contact : map@leap2020.eu

URGENT

Renouvelons notre stock d'avenirs probables

Avec MAP (Magazine d'Anticipation Politique), LEAP/E2020 a décidé de lancer une publication quadrimestrielle gratuite afin d'atteindre deux objectifs :

- . permettre à l'anticipation politique d'aborder des thèmes politiques et sociaux
- . toucher le plus grand nombre de citoyens intéressés à comprendre les transformations qui vont caractériser le « monde d'après la crise ».

MAP est ainsi un espace rédactionnel neuf qui offre à de nouveaux « anticipateurs », formés aux méthodes de LEAP/E2020, l'occasion de faire part de leurs analyses en ce qui concerne notre futur commun.

MAP proposera au monde tous les quatre mois des visions européennes rationnelles de ce que l'avenir nous réserve. Je suis en effet convaincu que les Européens peuvent jouer un rôle essentiel de facilitateurs de cette grande transition en cours qu'est la crise systémique globale. Mais encore faut-il qu'ils retrouvent leur aptitude à penser l'avenir de manière indépendante !

LEAP/E2020 et son partenaire NewropMag feront le nécessaire pour aider l'équipe de MAP à contribuer au renouvellement des visions d'avenir dont l'obsolescence s'est accélérée depuis le déclenchement de la crise : le futur rêvé par l'« Occident » il y a moins d'une décennie a en effet pris un sacré coup de vieux et ne passera pas le cap du milieu de cette décennie. Il est urgent de renouveler notre « stock d'avenirs probables », pour essayer de faire émerger ceux qui sont « souhaitables ».

Diffusé dès l'origine en trois langues (français-allemand-italien), MAP devrait rapidement intégrer d'autres grandes langues comme l'anglais, l'espagnol, le russe, le chinois et l'arabe afin de toucher directement un lectorat global.

Il ne me reste plus qu'à souhaiter à MAP de rencontrer rapidement un succès mondial identique à celui du Global Europe Anticipation Bulletin dont il est un complément généraliste.

Franck Biancheri
Directeur de la Recherche (LEAP/E2020)

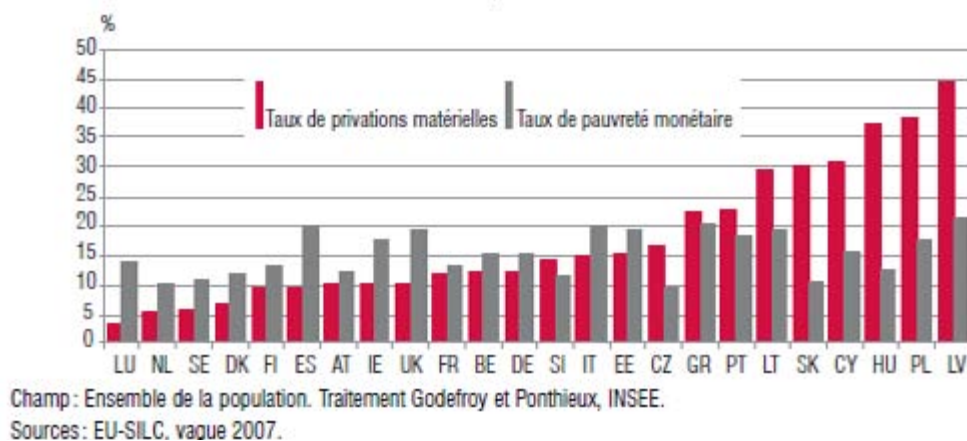
Impacts sociaux de la crise en Europe : danse sur un volcan

par Jérôme Defaix*

La situation, depuis début 2010 semble calme en France sur le front social. Pourtant 600 000 chômeurs supplémentaires pointent à Pôle emploi depuis le début de la crise en octobre 2008. Et 400 000 qui arrivent en fin de droits en 2010 se trouvent précarisés. Parcourons en Europe, puis en France, les observations sur la pauvreté, sur certains territoires (ZUS¹), et pour certaines catégories (jeunes actifs de moins de 25 ans) particulièrement touchés. Nous proposerons ensuite quelques tendances fortes sur les impacts sociaux à l'horizon fin 2010-2011.

Le taux de pauvreté monétaire est resté stable au cours de la dernière décennie. L'Union Européenne a affiché une politique volontaire au début 2000. Cependant, malgré la déclaration d'intention des chefs de gouvernements au sommet de Lisbonne de mars 2000², la persistance de la grande exclusion, tout au long de la décennie, reste très préoccupante et l'objectif fixé en 2000 par le Conseil européen de donner « un élan décisif à l'éradication de la pauvreté » n'a pas été atteint. Revenant sur cette clause de rendez-vous, le Conseil et le Parlement européens ont décidé, le 22 octobre 2008, de faire de 2010 l'année européenne de lutte contre la pauvreté et contre les exclusions.

Taux de privations matérielles et taux de pauvreté monétaire dans l'UE



En 2007, 79 millions de citoyens de l'Union européenne disposaient de revenus inférieurs au seuil de pauvreté monétaire fixé à 60% du revenu médian national, soit 16% de la population européenne. Ce taux est resté stable, autour de 16%, au cours des dix dernières années. En France, ce taux est de 13,4% en 2007, soit 8 millions de citoyens français vivant avec moins de 908 euros par mois³ pour une personne seule.

*Jérôme Defaix, Pôle emploi, Direction Générale des Systèmes d'Information, Relation Clients Tiers, France

1. ZUS : Zone Urbaine Sensible

2. « Il est inacceptable que, dans l'Union, tant de personnes vivent en dessous du seuil de pauvreté et soient touchées par l'exclusion sociale. Il faut prendre des mesures pour donner un élan décisif à l'élimination de la pauvreté en fixant des objectifs pour 2010. »

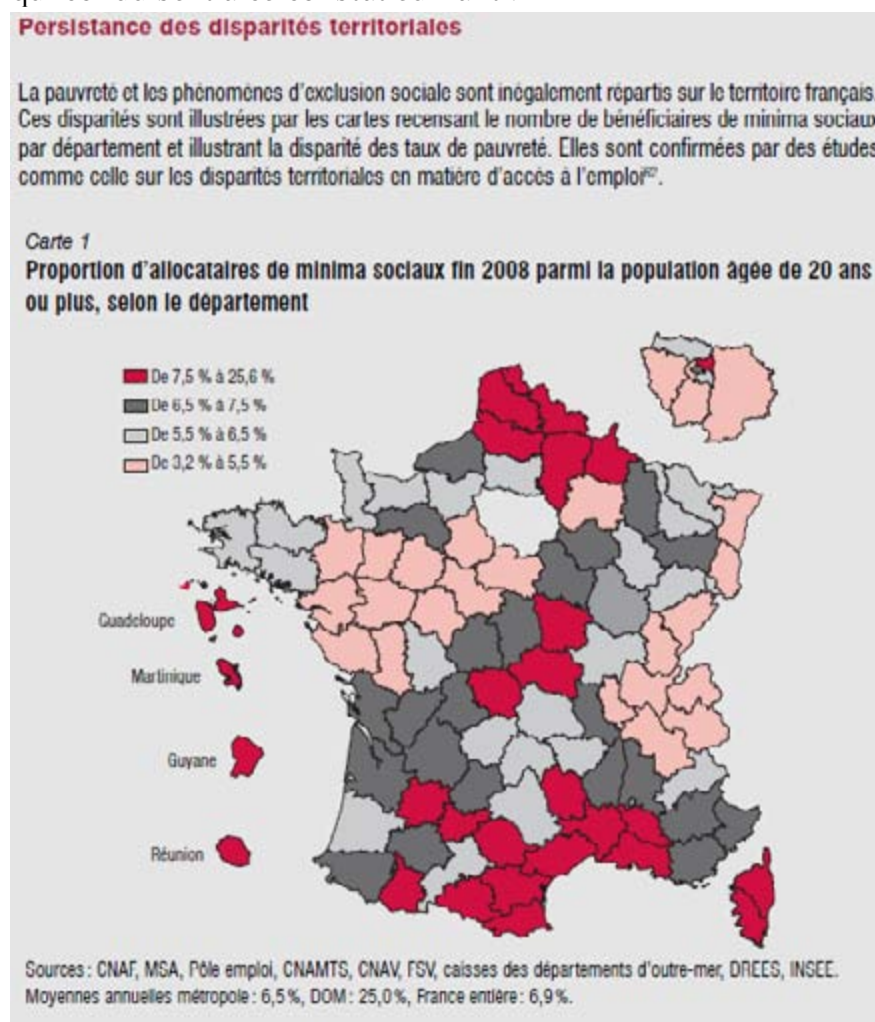
3. Parmi elles, 37 millions de personnes disposaient de ressources entre 700 et 900 euros par mois et 1,3 millions avaient des ressources inférieures ou égales à 600 euros par mois soit (40% du revenu médian). Parmi les personnes pauvres, la situation des plus pauvres, ceux qui vivent avec moins de 40% du revenu médian s'est dégradée et leur nombre s'est accru.

Une UE devenue prudente dans ses objectifs 2020 sur la lutte contre la pauvreté

Dans le cadre de la préparation de l'année européenne 2010 de lutte contre la pauvreté, un débat s'était engagé à Bruxelles sur l'opportunité d'objectifs chiffrés en matière de réduction de la pauvreté. Les objectifs du Comité de la protection sociale, de novembre 2009, n'évoquent plus d'éventuels objectifs communautaires et restent très prudents sur les objectifs quantifiés nationaux. Dans ce contexte, la stratégie dite « Union européenne 2020 » qui va succéder dans la nouvelle décennie à la stratégie de Lisbonne adoptée en 2000 verra ses ambitions limitées.

La pauvreté en France, son niveau est corrélé aux tensions observées depuis 2005

Faisons maintenant un focus sur la description de la pauvreté en France⁴. Les organismes de protection sociale ont rassemblé leurs données qui conduisent à ce constat édifiant :



La carte des minima sociaux, de la pauvreté, au delà du seuil de

4. Le rapport de l'Observatoire national de la pauvreté et de l'exclusion sociale (ONPES) 2009-2010 - Bilan de 10 ans d'observation de la pauvreté et de l'exclusion sociale à l'heure de la crise <http://www.ladocumentationfrancaise.fr/rapports-publics/104000099/index.shtml>

Une maison d'édition dédiée à l'anticipation politique

En fondant les
Editions Anticipolis,
nous faisons un double pari :

- Créer une maison d'édition réellement européenne de par sa volonté de publier des ouvrages qui s'adressent directement à un public européen et qui sont donc dès l'origine conçus pour être publiés en au moins trois ou quatre langues.

- Offrir au public européen des ouvrages qui tentent de décrypter l'avenir, en particulier l'avenir commun de notre continent, afin d'aider citoyens et dirigeants à mieux définir leur choix, leurs objectifs, leurs espoirs.

Les expressions littéraires que retiendra Anticipolis seront multiples car l'Europe est diverse et l'avenir multiforme. Mais, elles auront en commun d'exprimer une conviction qui est au cœur de notre démarche. « Désormais l'avenir détermine le présent » comme le proclame notre devise. En effet, notre rapport à l'avenir s'est fondamentalement modifié en l'espace d'une cinquantaine d'années. Notre époque est probablement la première qui souligne cette réalité : l'avenir influe désormais autant que le passé sur le présent de nos sociétés.

Jusqu'au milieu du XX^e siècle, l'Humanité a essentiellement déterminé son action présente

7,5%, jusqu'à 25%, suit la carte des mouvements sociaux de ces dernières années :

- 2005, novembre, la banlieue s'enflamme en Seine-Saint-Denis⁵, et dans la région Midi Pyrénées en banlieue de Toulouse⁶

- 2009, la Guadeloupe⁷, puis la Martinique, font une grève très dure entre le 20 janvier et le 10 avril, à l'initiative d'Elie Domota le leader du LKP « contre la profitation » (vie chère).

Ce n'est pas un hasard. Quand un quart de la population d'un territoire urbain, régional, national ou européen fait face à une pauvreté monétaire, faute de solidarité nationale ou familiale suffisante, les instincts de vie peuvent rapidement se trouver remplacés par les instincts de survie.

Les facteurs accélérateurs ou réducteurs de pauvreté

Le constat du rapport 2009 ONZUS⁸ est édifiant. Les jeunes⁹ résidant en ZUS sont deux fois plus pauvres que les pauvres Hors ZUS avec des pointes à 43,6%.

De plus, même s'il est une source de revenu pour certains jeunes, le RSA¹⁰ socle est inférieur au seuil de pauvreté (respectivement 453,63 euros par mois pour une personne seule n'exerçant aucune activité et ne disposant pas d'autres ressources, contre 908 euros au seuil de 60% du revenu médian).

Les principaux publics touchés par la crise, postérieure à la fenêtre disponible analysée (2007), les jeunes de moins de 25 ans sont particulièrement exposés à la pauvreté, dans la mesure où ils ont plus difficilement accès à l'assurance chômage en raison des durées de cotisation requises. Les deux risques pour cette population résident dans l'intensification de la pauvreté pour les populations déjà pauvres ainsi que l'irréversibilité de la pauvreté liée à l'éloignement de l'emploi et aux risques accrus de pertes de compétences.

5. Systémique et Politique, Mouvements Sociaux " à la française ", 1995-2006, Essai systémographique, Pierre F. Gonod.

6. <http://www.wyoutube.com/watch?v=03JbrCP9qD8> présente le mal être des banlieues exclues du partage

7. http://fr.wikipedia.org/wiki/Grève_générale_des_Antilles_françaises_de_2009

8. Observatoire National des Zones Urbaines Sensibles (ONZUS) [2 décembre 2009] <http://www.onpes.gouv.fr/Observatoire-National-des-Zones.html>

9. Ode : Montée du chômage des jeunes dans la crise : comment éviter un impact négatif à long terme sur toute une génération ? http://docs.jean-jaures.org/NL389/1_ocde_chom.pdf

10. http://fr.wikipedia.org/wiki/Revenu_de_solidarité_active

en fonction des habitudes, des traditions, des actions passées. Mais depuis quelques décennies, c'est notre anticipation des prochains modèles en préparation ou des exigences en matière de norme ou d'évolution du climat par exemple qui détermine nos choix. C'est dorénavant demain qui nous dicte aujourd'hui.

L'histoire s'écrit dorénavant dans le futur autant que dans le passé. Nos décisions présentes sont, plus que jamais, le résultat de nos expériences comme de nos anticipations.

Pourtant aujourd'hui dans le monde, citoyens et élites ne sont pas du tout formés à cette nouvelle configuration de l'Histoire. Nulle part on ne leur apprend à anticiper pour gouverner alors que ce qui était une sage recommandation pour les dirigeants habiles est devenu un impératif vital pour l'humanité dans son ensemble.

Modestement, par des essais, des manuels, des romans, etc., Anticipolis va tenter d'apporter sa pierre à ce qui nous paraît être une révolution intellectuelle majeure : apprendre à intégrer l'avenir dans la construction du présent !

Contactez nous :

Editions Anticipolis
47, boulevard des deux corniches
06300 Nice
France

Vous êtes journaliste :

presse@anticipolis.eu

Vous êtes auteur :

auteur@anticipolis.eu

Vous êtes libraire ou distributeur :

partenaire@anticipolis.eu

Autres :

contact@anticipolis.eu

Tableau 2
Taux de pauvreté (en %) au seuil de 60 % par tranche d'âge, dans les Zus et le reste du territoire métropolitain, en 2005-2006 et 2006-2007

	Moins de 18 ans	18-24 ans	65 ans et plus
Zus			
2005-2006	44,1	41,4	13,9
2006-2007	44,3	43,6	13,1
Évolution (en points) entre 2005-2006 et 2006-2007	+0,2	+2,2	- 0,8
Hors Zus			
2005-2006	15,4	19,2	9,6
2006-2007	16,4	19,4	9,9
Évolution (en points) entre 2005-2006 et 2006-2007	+ 0,0	+0,2	+ 0,3
France métropolitaine			
2005-2006	17,7	20,6	9,9
2006-2007	17,9	22,1	10,2
Évolution (en points) entre 2005-2006 et 2006-2007	+0,2	+1,3	+0,3
Rapport Zus/hors Zus			
2005-2006	2,9	2,2	1,4
2006-2007	2,9	2,2	1,3

Champ : individus des ménages dont le revenu déclaré au fisc est positif ou nul, et dont la personne de référence n'est pas étudiante en France métropolitaine.

Lecture : en 2005-2006, 44,1 % des moins de 18 ans résident en Zus vivaient sous le seuil de pauvreté (à 60 %) ; cette proportion était 2,9 fois plus élevée que celle observée hors Zus dans cette tranche d'âge (soit 15,4 %).

Source : enquêtes Revenus fiscaux et sociaux 2005, 2006 et 2007 (Insee-DGFP-Onaf-Onav-COMSA).

Les ressorts des tendances à venir pour les mouvements sociaux à l'horizon fin 2010-2011

Ces données sont disponibles pour l'administration française et le gouvernement dès 2002. Cependant, malgré cela, les mesures prises en politique de la ville, en projet de société, restent orthodoxes et limitées d'où le maintien du niveau national du taux de pauvreté autour de 13,5%. Ce qui n'a pas été possible en période de vaches grasses, de 2000 jusqu'à 2007, faute de volonté politique autre qu'annoncée, devient difficile, voire compromis depuis octobre 2008. Les tensions déjà présentes vont s'intensifier.

Ces tendances sont valables tant en Europe qu'en France¹¹ : au vu des événements sociaux en Grèce, les prochains sur la liste sont Espagne, UK, Estonie, Italie. Suite aux élections générales du 6 mai, le Royaume-Uni passe en pôle-position¹², à partir de fin 2010, quand les premières mesures de restrictions budgétaires drastiques en perspective seront connues de tous^{13, 14}.

11. Les Echos 15/07/2010 : La crise touche désormais des régions jusque là épargnées

12. <http://www.guardian.co.uk/business/2010/may/05/uk-budget-deficit-worse-than-greece>

13. <http://www.telegraph.co.uk/finance/jobs/7928933/Mass-strikes-loom-in-a-winter-of-discontent-for-UK-Government.html>

14. <http://www.rue89.com/entretien/2010/10/03/letat-se-prepare-a-une-guerre-dans-les-cites-169076>

Essai :

Crise mondiale - En route pour le monde d'après avec Franck Biancheri

La crise financière et économique que connaît la planète depuis deux ans marque la fin de l'ordre mondial établi après 1945. En 1989, le "pilier soviétique" s'est effondré et nous assistons actuellement à la décomposition accélérée du "pilier occidental", avec les États-Unis au cœur du processus de désintégration.



Après deux décennies passées à vivre dans le mythe d'une "histoire finie" dans laquelle notre camp occidental se serait imposé universellement, il nous est presque impossible d'imaginer "un monde d'après" dans lequel les évolutions du jour ne seraient pas déterminées à Washington ou Wall Street, dans lequel l'Anglo-américain ne serait pas nécessairement synonyme de modernité et dans lequel le Dollar ne serait plus roi.

Comme dans l'Europe de l'Est d'avant 1980, ni nos médias, ni nos élites ne sont actuellement capables de nous aider à "imaginer l'inimaginable", trop occupés qu'ils sont à tenter de nous faire "oublier l'inoubliable", à savoir, les effets socio-économiques dévastateurs de la crise à travers toute la planète.

Ce livre tente de combler ce manque d'anticipation de nos dirigeants et de nos élites en proposant une vision concrète de l'avenir de la France, de l'Europe et du monde à l'horizon 2020.

Face à la crise, l'orientation des politiques économiques peut se décliner en trois scénarios contrastés :

Scénario	Caractéristiques	Evaluation du scénario
1- Forte volonté européenne de réduire la pauvreté. Programme de 50 à 75 milliards par an.	Adhésion des populations de l'UE. Ce plan permettrait de quasiment doubler le revenu de pauvreté pour 79 millions de personnes. Exemple pour les autres sphères géopolitiques.	C'est un modèle en rupture totale du capitalisme dominant auto-régulateur sans intervention de l'État.
2- Statut quo ante 2000-2010 observation de la situation de pauvreté mais les États de l'UE ne prennent pas les mesures politiques suffisamment fortes et ciblées	Crainte des populations de l'UE. C'est la politique du saupoudrage. On lâche un peu de vapeur quand la marmite siffle.	Les politiques des États sont sporadiques, ciblées à court terme et souvent contradictoires (jeunes vs retraités) etc...
3- Politique de rigueur. Sans le dire, comme F. Fillon (gel) ou en le disant, la rigueur s'installe. Les politiques de régimes secs des services publics.	Rejet des populations des États membres de l'UE. Disfonctionnements des services publics. Multiplications des conflits. Disparité accrues de répartition des richesses. Mouvements sociaux nombreux.	C'est le consensus de la droite au pouvoir au parlement de l'UE et dans une grande partie des États membres.

Le scénario 3, avec une généralisation en Europe des politiques de rigueur voire d'extrême rigueur est le plus probable. En France, les négociations sur l'avenir des retraites révèlent des tensions sur la classe moyenne, les diminutions des interventions des villes, départements et régions vont tendre encore les situations d'une population déjà en forte précarité. Des tensions significatives et nombreuses sont à prévoir sur la fin 2010 et 2011 pour rééquilibrer la barque.

L'UE a su décider sur un seul week-end, le 10 mai 2010, de mesures pour rassurer les marchés, les spéculateurs, avec un financement de 750 milliards d'euros. Pourquoi ne serait-elle pas en capacité rapidement de trouver des mesures pour aider humainement 79 millions de citoyens ?

En 1862, Victor Hugo expliquait dans « Les misérables » : « Une révolution est un retour du factice au réel ». Selon nous, les années 2010-2020 verront la révolution du partage des richesses. Ou des troubles sociaux importants...

Quels conflits ce monde d'après la crise peut-il générer ? Comment se préparer aux bouleversements économiques et monétaires des toutes prochaines années ? Comment pourrions-nous et devons-nous y faire face en tant que Français et Européens ? Comment vont interagir les puissances émergentes, Brésil, Inde, Russie et bien sûr Chine en tête ? Avec quelles difficultés ces pays vont-ils gérer leur ascension ? Comment nos enfants peuvent-ils se positionner pour préparer ce monde d'après, en tant que citoyens et en tant que professionnels ?

Voici quelques unes des questions auxquelles ce livre tente d'apporter des réponses en offrant des pistes de réflexion et d'action pour l'individu comme pour le collectif. Car cette crise n'est pas seulement la fin du " monde d'avant " , c'est également, une formidable occasion de reconstruire un " monde d'après ", à condition, toutefois, de ne pas se tromper sur les dangers, les défis et les opportunités qui nous attendent.

Dans ce livre sans concession, Franck Biancheri tente de combler le manque d'anticipation des dirigeants et des élites européennes vis-à-vis de la crise en proposant une vision concrète de l'avenir de la France, de l'Europe et du monde à l'horizon 2020.

***Franck Biancheri, est le directeur de recherche du Laboratoire Européen d'Anticipation Politique LEAP/E2020.**

“ Crise mondiale : En route pour le monde d'après - France, Europe et monde dans la décennie 2010-2020 ”
par Franck Biancheri
aux Editions Anticipolis
www.anticipolis.eu
ISBN : 978-2-919574-00-1
prix : 20,00€

Transferts Europe-Afrique : quand la manne se tarit

par Ludovic Follot*

Les transferts de fonds des migrants africains jouent un rôle essentiel dans les économies africaines. Selon les pays, ils peuvent représenter entre 9 et 24% du PIB des pays concernés soit encore 80 à 750% des aides publiques reçues par ces mêmes pays. Pour nombre d'opérateurs du secteur, les transferts de fonds représentent un potentiel de croissance très important car, à ce jour, l'essentiel des transactions est effectué de manière informelle ; sans aucune traçabilité. Parmi les acteurs de ce marché les opérateurs télécoms tentent de devenir les leaders du domaine en investissant massivement dans des solutions de paiement basées sur le mobile et en proposant un ensemble de services dédiés aux populations, essentiellement non bancarisées. La concurrence va être particulièrement rude, les institutions bancaires ont bien l'intention également de ne pas laisser s'échapper cette nouvelle opportunité de revenus et les sociétés spécialisées dans les transferts internationaux de conserver leur part de marché.

Intéressons-nous tout d'abord aux migrants et aux montants qu'ils transfèrent dans leur pays pour envisager comment la crise va modifier leurs habitudes et aggraver la situation des économies locales. Suite à la détérioration de l'environnement économique nous montrerons à quel point l'industrie du paiement mobile va devoir s'adapter et intégrer de nouveaux paramètres pour assurer sa survie.

Les travailleurs précaires : premiers pourvoyeurs d'argent à destination de l'Afrique

Il est intéressant de détailler le profil des personnes envoyant de l'argent depuis l'Europe à destination de l'Afrique. Près de 75% d'entre eux sont dans une situation précaire : employés à faible qualification ou bien chômeurs. Les cadres et professions libérales ne représentent que 13%.

Profil professionnel des migrants envoyant des fonds et résidant en France

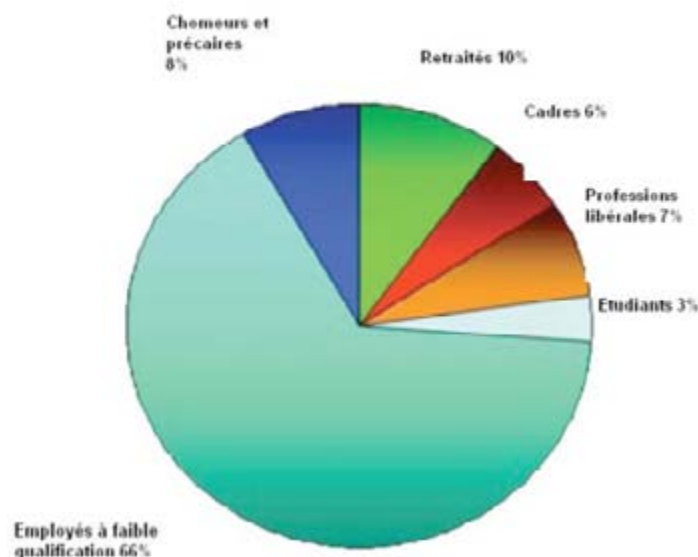


Figure 1 : profil des migrants. Source : Banque africaine de développement.

*Ingénieur de formation, Ludovic Follot a passé ces 10 dernières années à exercer une activité de consultant auprès de plusieurs opérateurs télécoms en France, en Afrique et au Moyen-Orient afin de développer leur gamme de services à valeur ajoutée. Depuis 5 ans, il concentre son activité sur le déploiement de services de mobile banking pour différentes institutions financières ou commerciales.

80% des sommes reçues sont utilisées pour les besoins de la vie courante et correspondent donc à un réel besoin immédiat pour la subsistance des familles. Il ne s'agit pas d'un complément ou d'une source d'épargne mais bien d'un revenu principal à part entière.

Afrique francophone : 2 milliards d'euros envoyés hors des circuits officiels

Ces sommes représentent une part importante du PIB des pays récipiendaires. En ne considérant que les sommes envoyées dans les pays de la zone sub-saharienne depuis la France, près de 9 milliards d'euros en 2006¹, on observe que le ratio transfert/PIB oscille entre 9% et 24%.

Carte générale des volumes reçus par pays⁽²⁾



Figure 2 : ratio transfert de fonds/PIB pour les principaux pays du corridor France : 5,8 milliards d'euros transférés dont 2 de manière informelle.

Source : Banque Africaine de développement.

La migration est perçue comme une solution historique à une situation socio-économique difficile pour nombre de pays. Les transferts de fonds des migrants à l'étranger sont essentiels à la subsistance. Ils permettent le développement d'infrastructures et de services sociaux (écoles, dispensaires, routes etc. ...)²

1. Impacts de la crise sur les transferts d'argent : <http://senegal-business.com/2009/04/impact-de-la-crise-financiere-sur-les-transferts-d'argent-attendant-la-baisse-annoncee-des-flux/>

2. Coopération Mali-Maroc-Europe

Anticipation Politique : mode d'emploi

Un Extrait du « Manuel d'Anticipation politique » de Marie-Hélène Caillol

Dans cet ouvrage publié aux éditions Anticipolis, Marie-Hélène Caillol, présidente du Laboratoire Européen d'Anticipation Politique, définit les méthodes et les outils nécessaires à l'anticipation politique. Basé sur l'expérience fournie par plus de 20 ans de recherches, sur la réalisation du Global Europe Anticipation Bulletin, ce travail de théorisation de l'anticipation en tant que discipline vise à donner à tous la possibilité d'anticiper les événements à venir et à s'y préparer. Cet extrait du Manuel d'Anticipation Politique démontre à quel point l'indépendance du chercheur en anticipation est essentielle à l'élaboration d'un travail pertinent.

« Pour un bon travail d'anticipation, il faut ne rien avoir à vendre : ni des idées ni des produits. Intellectuellement, cela donne une capacité de neutralité par rapport à l'avenir qui

est fondamentale. Si on ne prend pas soin de garder constamment à l'esprit cet impératif de neutralité, on se trompe.



Les principaux effets ont été décrits dans une note de la direction du trésor en juillet 2009³. Compte tenu de la précarité de la plupart des migrants travaillant en Europe, il est évident qu'ils feront partie des premiers touchés par la crise actuelle. Le taux de chômage des personnes peu qualifiées va fortement augmenter. De facto, le montant des transferts va baisser provoquant une réaction en chaîne des plus délétères pour des économies déjà éprouvées⁴ :

- La baisse des fonds reçus va entraîner un déséquilibre des comptes des États.
- Les pays devant importer des matières alimentaires auront de plus en plus de difficultés à se fournir sur le marché international
- Les agricultures locales, si elles ne sont pas assez développées, ne pourront suppléer aux manques qu'à moyen terme.
- Le tourisme en provenance de l'OCDE baissera aussi suite à la détérioration des conditions économiques et au coût important des transports.
- Les pays devront procéder à des coupes budgétaires que ce soit dans les projets d'infrastructures ou bien encore dans les prestations sociales.
- Les cours des principales matières devraient également connaître une forte volatilité empêchant la préparation sereine du budget des États (à l'exception des métaux précieux qui devraient retrouver le statut de valeur refuge)
- Comme l'a déjà évoqué le FMI en avril 2009⁵, il est probable que nombre de pays doivent dévaluer leur monnaie. Les pays de la zone CFA ont déjà fait l'amère expérience d'une telle opération en 1994.
- Enfin, les politiques de lutte contre l'immigration clandestine vont rendre plus difficile l'existence des travailleurs précaires qui occupent les postes les plus exposés dans les différents secteurs de l'économie (bâtiment, restauration etc. ...)

Le « mobile banking » : première victime high-tech de la crise ?

Le terme mobile banking⁶ désigne l'ensemble des services financiers proposés aux populations bancarisées ou non via leur téléphone mobile. Il se caractérise notamment par l'absence de relation directe avec un établissement bancaire dans la plupart des cas. Les services proposés sont : dépôt et retrait d'argent, paiement de factures, remboursement de créances de microcrédit dans le cas

Cela paraît une évidence, mais c'est en fait une contrainte sur laquelle la plus grande vigilance est requise. Naturellement, la tendance humaine est de privilégier les choses qui paraissent souhaitables ou qui nous plaisent ou qui servent une vision du monde... D'où une incompatibilité totale entre idéologie et anticipation : plus on a une vision fermée, déterminée de la société, du monde, de son fonctionnement... moins on est capable d'anticiper la réalité, parce que cette réalité on l'a déjà éliminée du jeu, parce que les événements on les voit sur un échiquier moral, de bien et de mal, ce qui est totalement incompatible avec la neutralité nécessaire.

Au passage, l'anticipation, comme l'histoire, n'ont que faire du bien et du mal. Cela ne veut pas dire qu'en tant que personne on ne peut pas être consterné de voir certaines tendances se mettre en œuvre, cela ne veut pas dire qu'en tant que citoyen on n'est pas en droit de chercher quelles tendances vont lutter contre les évolutions qu'on ne souhaite pas. Bien au contraire ! Mais, dans son travail d'anticipation, il faut mettre de côté ces analyses personnelles et ne pas mélanger les genres. Bien sûr, la neutralité ne peut jamais être parfaite, l'être humain est nécessairement subjectif, mais il faut circonscrire le plus possible cette limitation.

Cela explique aussi pourquoi les tentatives d'institutionnaliser le travail de prospective et d'anticipation sont des échecs. Les institutions ont évidemment des intérêts, des objectifs, des finalités bien précises (objectifs vs objectivité). Elles ont donc du

3. Pays émergents et réduction des transferts de migrants

4. UNECA

5. Dévaluation FMI : <http://anr.typepad.com/anr/2009/05/la-prochaine-dévaluation-du-f-cfa-va-plomber-durablement-lafrique.html>

6. Mobile banking

de partenariat avec des Institutions de Micro Finance (IMF), réception de virements internationaux, transferts domestiques, etc...

Le modèle économique de ces systèmes repose généralement sur un faible commissionnement à chaque transaction. Il est donc essentiel d'assurer un volume important pour que le service soit au moins rentable.

Dans un tel contexte économique, on peut tout de même s'interroger sur la pertinence de proposer des services financiers à des populations pour qui la subsistance est déjà un problème.

Le volume des transactions internationales va fortement baisser, l'activité économique aussi, ce qui implique une réduction de nombre de transactions potentielles : transferts entre clients, retrait ou dépôt d'argent. La source même de ce nouveau marché n'assurera donc pas le volume espéré.

A cela, il est nécessaire d'intégrer les risques spécifiques liés à tout système de paiement. La fraude et la perte de confiance de la part des clients associés sont les pires craintes des institutions proposant des services financiers.

Dans cette course sans fin entre fraudeurs et département anti-fraude, les victoires sont de courtes durées. Ainsi M-pesa, la référence actuelle, a connu plusieurs cas de fraudes⁷. A chaque fois, il a fallu communiquer et investir dans de nouvelles mesures de protection. On touche donc là à un nouveau problème dans l'équation à résoudre : assurer un niveau de sécurité suffisant tout en limitant les investissements pour garantir la rentabilité du système.

Enfin, si certains pays étaient amenés à dévaluer leur monnaie ou bien si des zones économiques étaient amenées à le faire (comme l'Union Monétaire Ouest Africaine) alors il faudra que les groupes industriels revoient sérieusement leur plan d'affaire. Quand vous prévoyez de gagner 1 cent sur une transaction et que finalement vous n'en percevez que la moitié⁸ c'est toute votre activité commerciale qui doit être revue pour assurer sa survie.

En conclusion, bien que ces nouveaux services aient un réel avenir et soient un moyen pour les économies émergentes de mieux suivre les mouvements de capitaux et donc de permettre le développement des États, l'engouement de ces 5 dernières années doit être quelque peu calmé.

La crise actuelle d'une ampleur sans égal pourrait forcer les acteurs de ce nouveau marché à reconsidérer leur seuil de rentabilité et attendre près d'une dizaine d'années avant d'atteindre les objectifs initiaux de rentabilité.

mal à accepter que, en leur sein, des gens se mettent à dire et à répandre des idées qui sont contradictoires avec ce qu'elles souhaitent faire ou qui posent problème par rapport à leur finalité. C'est pourquoi les cellules de prospective institutionnelles sont généralement marginalisées ou supprimées, ou pire détournées en avatars de communication/propagande.

Par exemple, la cellule prospective de la Commission européenne, une bonne idée des années Delors, a été progressivement étouffée par les bureaucrates qui n'ont pas supporté que des gens leur disent des choses incompatibles avec ce qu'ils voulaient faire. Au lieu d'être connectée directement aux dirigeants (idéalement, ses travaux auraient dû être communiqués sans intermédiaire aux dirigeants des 3 grandes institutions : Commission, Parlement, Conseil), la cellule prospective a dû faire passer de plus en plus ses rapports par l'intermédiaire de la bureaucratie, d'où des rapports reformatés, des contenus vidés de tout intérêt... Les décideurs ne recevaient plus que des comptes-rendus ineptes et au bout d'une décennie la cellule prospective n'avait plus aucune valeur-ajoutée pour la conduite du système communautaire. »

Marie-Hélène Caillol est présidente de LEAP. Sociologue et linguiste de formation, elle a travaillé dans le domaine des relations euro-méditerranéennes, européennes et internationales dans divers cadres : institutionnel (PNUD,...), consulting (programmes européens), associatif (associations européennes).

“ Manuel d'anticipation politique ”
par Marie-Hélène Caillol
aux Editions Anticipolis
www.anticipolis.eu
ISBN 978-2-919574-04-9
prix : 10,00€

7. Il suffit de regarder les **résultats des recherches** pour s'en convaincre

8. Hypothèse de la dernière dévaluation de la zone CFA en 1994

La crise écologique globale a démarré

par Bruno Paul*

A travers l'Histoire, les dommages causés à l'environnement et le changement climatique sont parmi les principales raisons de l'effondrement des sociétés¹. Une crise écologique est une mise en cause du modèle de développement socio-économique, donc une crise de ce modèle. L'échelle de temps en question nous concerne au premier chef : les phénomènes sont installés, nous en verrons les premiers effets de rupture stratégique de notre vivant. Et si nous échouons à résoudre cette crise écologique, nos enfants ou petits-enfants n'auront pas d'autres possibilités que de subir les effets dévastateurs² de notre incapacité à transformer notre modèle de société.

Un effondrement à l'échelle d'une planète se manifeste par une « crise globale » à la fois socio-économique et écologique. La crise écologique apparaît à la fois au niveau mondial (climat, stocks de pêche...) et au niveau de chaque pays (surexploitation de ressources naturelles, croissance démographique...). Il nous apparaît essentiel de tracer des liens entre la crise socio-économique actuelle d'un côté et toutes les dimensions de la crise écologique de l'autre.^{3, 4} On trouve déjà des recherches sur les scénarios d'anticipation résultant de déséquilibres macro économiques, avec une perspective géostratégique⁵. L'étude Millenium Ecosystem Assessment⁶ de l'ONU ne propose d'investiguer le futur qu'à travers 4 scénarios volontairement caricaturaux et disparates, qui ne sont pas des réflexions d'anticipation mais seulement des points d'ancrage pour explorer le champ des futurs imaginables.

Ce travail prend un autre point de vue : celui d'une crise globale, dont les multiples composantes vont se renforcer mutuellement dans les années à venir. Les facettes utilisées habituellement en anticipation seront de plus en plus influencées par la pression continue que va exercer la crise écologique, à l'image de toutes les crises de fond.

Les processus au cœur d'une crise écologique les plus connus⁷ sont : déforestation, perte de fertilité des sols, mauvaise gestion de l'eau, chasse et pêche excessive, pénuries d'énergie, croissance démographique. Ils se déroulent sur un temps long, lequel s'oppose à une prise de conscience immédiate,

*** Responsable méthodes et outils dans un grand groupe informatique mondial, Bruno Paul s'implique dans l'élaboration et le développement d'offres innovantes. Ingénieur, docteur de Paris VI, il associe ses réseaux à son expérience dans plusieurs secteurs (de la chimie lourde à la défense, l'industrie pharmaceutique, les services) pour anticiper les ruptures et évolutions à venir. Il cherche à croiser les expertises de domaines différents pour faire naître de nouvelles perspectives.**

1. Jared Diamond - Effondrement - Gallimard 2006

2. Historiquement cela signifie : génocides, guerres civiles, disparition du gouvernement central, épidémies, famine, progression inexorable de la misère, vague d'émigration, bref une diminution de 50 à 90% du nombre initial d'habitants, étalée sur une période de 40 à 200 ans (Réf.1 p756).

Les plus grands désastres humains connus sont la peste noire en 1347 qui a tué entre 30% et 50 % de la population européenne en cinq ans, faisant environ 25 millions de victimes ; le Grand Bond en Avant de 1958 à 1961 en Chine fit entre 20 et 45 millions de victimes soit 6% de la population ; et 99% des Mayas du Peten (estimés entre 3 et 14 millions) victimes d'une crise écologique après l'an 800.

3. François Heisbourg – Vainqueurs et vaincus : lendemains de crise – Stock 2010 - p.126

4. Etudes Costanza [1997] et Stern [2006] citées dans L'Atlas de l'environnement – Le Monde Diplomatique - Armand Colin 2008 – p.14

5. Voir par exemple les travaux du LEAP

6. Cette étude rassemblant 1300 experts de 95 pays s'est aussi intéressée aux futures catastrophes écologiques d'ampleur planétaire (100 millions de morts) : “ Ecosystems and Human Well-Being ” (4 volumes) – Island Press 2005

7. Réf. 1, p738 – 754 pour une description complète

et qui contraste aussi avec les phases d'accélération que l'on connaît déjà pour la Très Grande Dépression. Ici point de faillite brutale d'une banque ou d'un État, pas d'envolée des cours de l'or, ou de chute du dollar que l'on peut suivre au quotidien. Les problèmes écologiques sont plutôt comparables à une « lente dégradation des banlieues défavorisées » de la nature qui aboutit à une situation irréversible. A l'explosion de violence correspond l'ouragan, à l'absence d'opportunité professionnelle la sécheresse, à la fermeture progressive des commerces la diminution de production alimentaire, aux difficultés quotidiennes la profonde misère et la famine.

Ce temps long écologique entre en résonance avec le temps long de la géopolitique. A l'échelle de l'écosystème planétaire, il ne peut pas y avoir de pays gagnants d'un côté et des perdants de l'autre. La réflexion géopolitique classique (l'hégémonie d'abord) est une pensée sans avenir. Bien sûr, c'est d'abord ce chemin qu'emprunteront les grands pays, car les décideurs ne sortent pas si facilement d'un schéma routinier de pensée.

Le temps long écologique permet aussi de pouvoir sérieusement dresser des scénarios d'anticipation sur une longue période (40 ans ou plus)⁸. Cette durée est suffisamment faible pour être prise en considération lors de notre propre vie, pour ceux âgés aujourd'hui de moins de 40 ans. Les autres, qui sont d'ailleurs souvent aux postes de responsabilités, ne doivent pas se sentir épargnés. Ils sont concernés au premier chef comme la génération qui porte, entre toutes, la responsabilité de sortir l'humanité de la voie actuelle qui mène tout droit à l'effondrement mondial de notre civilisation.⁹

De la prise de conscience écologique à la pensée politique

Ce scénario d'anticipation correspond à un effort significatif de « freinage » d'une partie de la population mondiale quant à leur empreinte environnementale moyenne, mais bien insuffisant pour pallier les effets de l'accroissement de population. Il n'y a pas de remise en cause de notre modèle de consommation. L'écologie n'est pas massivement prise comme une alternative de la dernière chance face au capitalisme débridé.

Notons que le scénario pessimiste qui voudrait qu'il n'y ait aucun freinage de l'empreinte environnementale moyenne n'est simplement pas tenable sur la durée de notre anticipation. La population mondiale soutenable pour un niveau de vie global élevé est inférieure à 2 milliards, et moins de 6 milliards pour un niveau de vie global moyen¹⁰. Le niveau de vie global va obligatoirement rencontrer une baisse impérative.

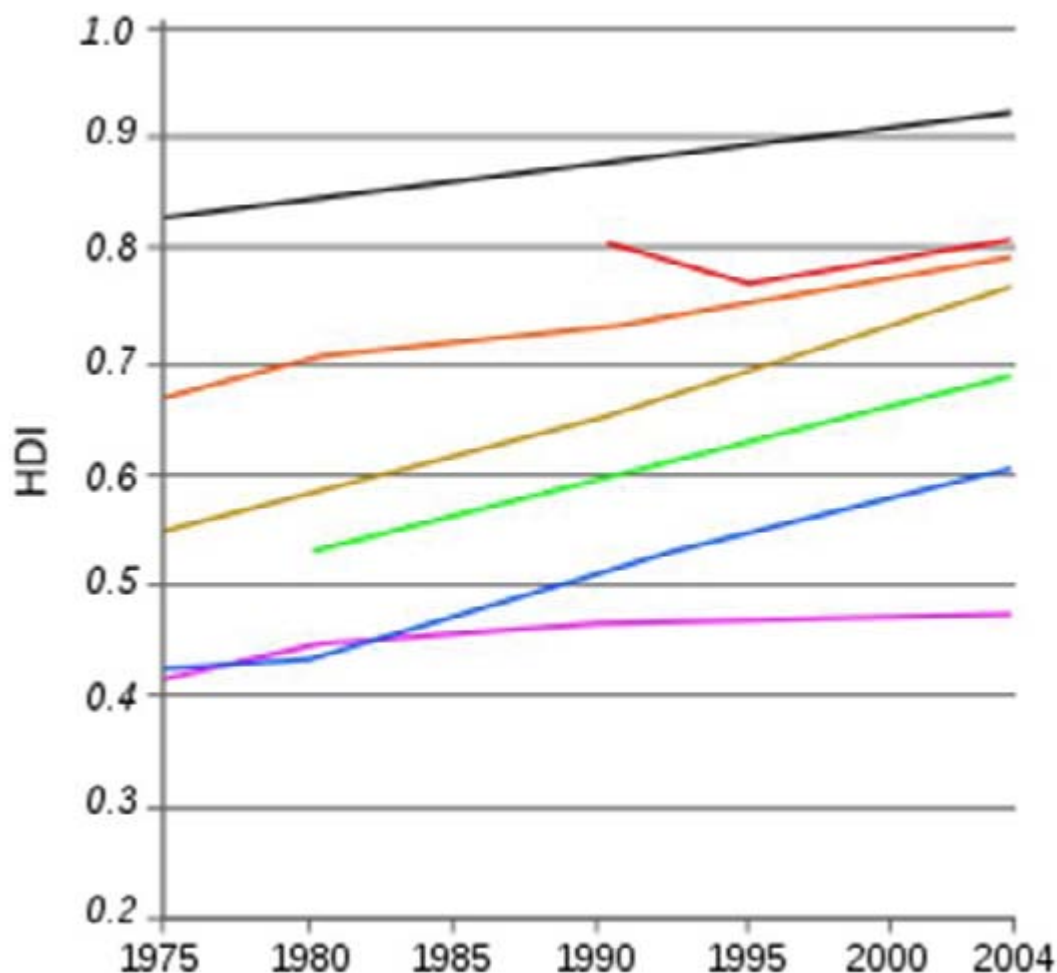
Ce scénario s'impose dans nos travaux, sachant qu'aujourd'hui « la grande majorité de la population mondiale ne se soucie guère de coûts encore incertains qui seront pris en charge dans 5, 10 ou 20 ans par d'autres générations. Par ailleurs l'évolution démographique ne fait qu'accroître cette fraction de population assez peu concernée. [...] De nombreux pays ont de bonnes raisons pour retarder la prise de conscience et l'action. »¹¹

8. Voir en annexes des données actuellement les plus établies concernant le monde en 2010 et 2050. **Bilan écologique du monde en 2010 - Anticipation de l'état écologique du monde en 2050**

9. Pour la réponse argumentée aux objections courantes (« la technologie résoudra nos problèmes / on peut toujours trouver une ressource qui remplace celle épuisée / le problème alimentaire mondial est résolu par... / la situation s'améliore depuis plusieurs années / on ne voit aucun signe d'effondrement / c'est encore une histoire de Cassandre / la population mondiale va se stabiliser / le souci de l'environnement est un luxe, et ne concerne que les pays développés / si la situation devient désespérée, je ne serai plus là pour le voir / on ne peut pas prévoir le futur, même à partir de l'étude des situations passées »), voir Réf.1, p764 et suivantes.

10. Réf4 – p.15

11. Jean-Marie Chevalier - Les nouveaux défis de l'énergie ; Climat Economie Géopolitique – ouvrage collectif – Economica 2009 – p.294



■ Pays de l'OCDE
 ■ Europe centrale et orientale et CEI
 ■ Pays arabes
 ■ Amérique latine et Espace Caraïbe
 ■ Asie de l'Est
 ■ Asie du Sud
 ■ Afrique sub-saharienne

L'évolution de l'IDH entre 1975 et 2004¹²

Cependant, la force antagoniste la plus puissante contre tout changement de direction « tient à la dynamique propre au capitalisme. Les décideurs économiques, notamment les dirigeants et les actionnaires des entreprises dont l'activité pourrait être remise en cause par une conversion écologique de l'économie, sont évidemment très hostiles à toute modification du status quo.[...] La grande masse des entreprises, et surtout les plus puissantes d'entre elles du fait de leur caractère central dans le modèle de développement antérieur, persistent à voir dans la transition vers une économie durable une menace pour la pérennité de leur activité. Ils n'ont pas tort. »¹³

Notre scénario de montée en puissance de la crise écologique se déroule en 4 grands paliers qui orientent les jeux d'alliance stratégiques. Nous ne commentons ici que le premier palier :

2010 - 2020 : La crise écologique anéantit les États les plus fragiles

Cette anticipation se superpose avec les 2 scénarios sur la décennie¹⁴, et qui abordent les autres

12. http://fr.wikipedia.org/wiki/Indice_de_développement_humain

13. Alternatives Economiques – L'état de l'économie 2010 - Hors série N°84 – 2ème trimestre 2010 - p.90

14. F. Biancheri – Crise Mondiale ; En route pour le monde d'après – Anticipolis 2010

facettes d'analyse (économie, politique, etc).

Les premiers « pays sacrifiés »¹⁵ de la décennie sont situés d'une part au Moyen Orient (Afghanistan, Irak, Pakistan, Iran, Géorgie, Yémen), ainsi qu'en Afrique sub-saharienne et équatoriale (de la Guinée-Bissau à la Somalie, en passant par le Burundi, Rwanda, Congo, Zimbabwe, Malawi, Ouganda) et en Asie (Bangladesh, Népal, Maldives, Sri Lanka, Corée du Nord, Tadjikistan) ainsi que les îles Salomon et Haïti.

2010-2011

- Les pays ou groupements politiques développent séparément leur propre stratégie de remplacement ou d'économie en matière d'énergie (renouvelable ou pas) : c'est le volet « énergie pour soi »
- Ces pays coopèrent pour continuer à assurer le pillage, le commerce et l'acheminement de matières premières hors énergie : c'est le volet « matières premières pour tous ». Les accords de commerce bilatéraux se multiplient. L'OMC perd de son influence.
- La Realpolitik fonctionne à plein, assurant l'hégémonie des pays développés (et rassurant ainsi leur opinion publique), au détriment des pays les plus fragiles dont la population continue à subir un sacrifice toujours croissant tout au long de la décennie.

2012-2014

- Les désastres humanitaires dans les « pays sacrifiés » sont de plus en plus fréquents.
- L'ONU et la refondation de la gouvernance mondiale restent paralysées. Les interventions des casques bleus se font de plus en plus rares et réduites.
- Les coûts des dommages environnementaux ne sont payés que par ceux qui le veulent bien : l'aide internationale n'est débloquée qu'en cas de catastrophe de grande ampleur, et restera à des niveaux annuels constants alors que les problèmes seront de plus en plus fréquents, mais suffisants pour continuer à endormir les opinions publiques des autres pays. Ce qui ne peut pas être réparé par manque de moyens ne l'est simplement pas. Il en découle une lente dégradation de toutes les infrastructures, dans tous les pays (à des ampleurs différentes toutefois). Cette lenteur permet aux « décideurs économiques » de maintenir encore un temps leur



FuturHebdo est la découverte Internet de ce premier numéro du Magazine d'Anticipation Politique.

FuturHebdo est le magazine de notre futur immédiat. Sur le principe de brèves de presse d'un hypothétique journal, FH se propose d'explorer notre quotidien tel qu'il pourrait être dans quelques décennies. Créé en 2006, FH propose un article hebdomadaire de vulgarisation propectiviste, dans les domaines sociétaux, médicaux, économiques, politiques...

09.11.2060

Controverses côtières

par Olivier Parent*

Le Congrès Mondiale des Géographes (GMG) se réunit, à partir de demain, pour 5 jours à Bombay, Inde. Cette organisation non gouvernementale s'est donnée pour mission de suivre, de manière indépendante, les implications geo-économiques, géopolitiques, démographiques, et industrielles... de la montée des eaux à l'échelle de la planète.

L'imagerie satellite est l'outil incontournable du géographe pour ce qui concerne les frontières maritimes. Les divers traités statuant sur les frontières politiques en sont un autre. Force est de constater que le rôle du GMG ne se réduit plus à la représentation statique des contours des terres de notre planète et les na-

15. Bilan Géostratégie – Edition 2010 – Hors Série Le Monde – p.170

position de domination des peuples.

2015-2016

- Sécheresse et émeutes de la faim reprennent au Maghreb, crise politique persistante, le pouvoir central s'érode
- Inondations catastrophiques en Chine ; crise dans les régions frontalières au nord est de la Chine
- Emigration massive et propagation des troubles sociaux du Zimbabwe et Malawi vers le Mozambique, Madagascar, Botswana, Afrique du Sud, Zambie
- Augmentation de l'impact environnemental moyen par habitant jusqu'en 2050 :

- ° forte baisse de l'empreinte environnementale de l'Europe, qui ne compense pas l'augmentation de l'empreinte environnementale des pays sous développés

- ° l'empreinte environnementale des USA continue d'augmenter malgré la chute de la consommation : la population s'accroît (par émigration notamment) et suit le mode de vie occidental

2017

Plusieurs tribus indiennes d'Amazonie, en rébellion ouverte depuis 2009 contre les gouvernements du Pérou et du Brésil à cause des dégâts sur l'environnement causés par les exploitations pétrolières, causent une interruption d'exploitation cumulée de plusieurs mois ; la répression est massive et sanglante.

L'Union Européenne s'émeut mais ni les USA ni la Chine ne réagissent. Le conseil de sécurité de l'ONU n'a toujours pas de mandat pour intervenir en cas de destruction massive de l'environnement par un pays.

2018

Plusieurs États d'Amérique Centrale subissent une série d'intenses ouragans, inondations, glissement de terrains; les élections présidentielles mexicaines sont perturbées par des émeutes : la population a perdu toute confiance dans le gouvernement central.

2019

Le régime nord coréen ne résiste pas 6 mois après la mort de Kim Jong-il. L'ouverture des frontières fait découvrir à la communauté

tions qui la composent.

La montée des eaux ne se fait pas de manière uniforme sur l'ensemble du globe, principalement pour des raisons de volumes, de températures (induisant des dilations des volumes d'eau inattendues), de courants maritimes... (Lire [FH/YVA du 19/01/2059](#) : [Ports à sec ou à l'abri ?](#)) L'élévation du niveau des mers est établie à compter de l'année 1978, début du contrôle du niveau des mers par les satellites. Mais on ne peut appliquer cette règle de manière automatique à l'ensemble des côtes, bien que l'imagerie satellite offre toute sa précision afin de vérifier l'état des " lieux "... Il faut parfois considérer telle ou telle élévation comme accidentelle, voire temporaire. C'est une décision humaine, c'est une des tâches des géographes.

Il est une autre tâche que le Congrès des Géographes voudrait bien se voir assigner : celle du dessin officiel des côtes, une fois un profil côtier validé.

Mais les États, maritimes, pour la plupart, ne veulent pas en entendre parler. Et pour cause : une modification de surface du territoire national devient un outil politique très puissant pour qui veut faire parler données et statistiques à son avantage. Un tracé avantageux peut faire grimper un pourcentage de productivité... un autre peut transformer une ville continentale en port franc à l'embouchure d'un fleuve, l'estuaire ayant remonté de plusieurs dizaines de kilomètres dans les terres.

C'est contre ces manipulations que les géographes militent, re-

internationale une situation alimentaire catastrophique, pire que celle estimée jusqu'ici.¹⁶

2020

- Les pays suivants sont perçus en situation très critique (c'est-à-dire défaillance en cas de catastrophe brusque) : Mongolie, Indonésie, Philippines, Guinée équatoriale, Mexique, Pérou
- Le niveau de vie moyen mondial (IDH) ne progresse plus, malgré la hausse continue pour les pays développés
- 500 000 morts / an aux USA à cause de la pollution de l'air
- Aucun des « États sacrifiés » de la décennie ne dispose encore d'un gouvernement central au pouvoir solide. Ne subsistent que des chefs de guerre, des chefs de clans, des leaders de petits partis contrôlant certaines zones limitées du pays.

En 2050 dans le monde

- 47 Mds de personnes souffrent de la faim¹⁷;
- 88% de la mortalité annuelle totale est liée à la sous alimentation
- 2 Mds de personnes dans le monde n'ont pas d'accès assuré à l'eau potable

vendiquant une neutralité sensée garantir le juste tracé du nouveau profil qui se dessine et se redessiner au cours des années, malgré les efforts colossaux entrepris, à l'échelle de la planète, pour réduire l'impact de notre civilisation sur notre environnement.

Mais, les États ne semblent pas prêts à abandonner cet outil extraordinaire qu'est devenu ce niveau des mers, fluctuant à souhait. Certains de ces États n'hésitant pas à faire preuve d'un cynisme éhonté à l'égard des populations victimes de cette même montée des eaux... Mais il semble que la raison d'État prime sur celles humanitaires.

16. http://fr.wikipedia.org/wiki/Corée_du_Nord#Situation_alimentaire
17. L'ONU FAO a un « objectif » de revenir à 370 millions en 2050

* Olivier Parent est réalisateur (www.olivierparent.fr) et auteur. Il s'intéresse à l'histoire de l'humanité, que l'on parle d'histoire au sens strict, d'histoire contemporaine ou de celle du futur de l'homme au travers de la littérature d'anticipation qui propose un regard toujours renouvelé sur notre propre présent. Journalisme, prospective et anticipation sont les axes directeurs de sa démarche d'auteur.

Amérique Latine / États-Unis : la décennie qui confirmera l'émancipation

par Sébastien Rouxel*

L'Amérique Latine et les Caraïbes sont un enjeu stratégique majeur pour les États-Unis : le détroit de Panama, des matières premières, un marché proche et facile d'accès, une réserve de main d'œuvre bon marché pour les industriels US. Les visées hégémoniques des États-Unis sur la zone ont été très clairement exprimées par le Président américain James Monroe : « Le continent américain représente l'arrière-cour des États-Unis d'Amérique, et en tant que telle une zone d'influence exclusive des États-Unis ». Cette position, formulée en 1823, est devenue une véritable doctrine de politique étrangère plus connue sous le nom de doctrine Monroe et l'étude de cette zone peut être un révélateur indirect de l'affaiblissement actuel (et à venir) de la puissance américaine.

L'Amérique Latine et les Caraïbes sont engagés depuis le 23 mai 2008 dans un processus d'unification avec la création de l'UNASUR (Unión de Naciones Suramericanas). Cette unification est le fruit d'un long processus, facilité par la proximité culturelle mais surtout contraint par de réelles nécessités dans le monde actuel : le passage d'un monde bipolaire à un monde multipolaire avec la fin de la guerre froide, globalisation et inversion du rapport de force entre les États et les multinationales, incitation de la part de l'Union Européenne. L'UNASUR est née de la fusion de la communauté andine CAN et du MERCOSUR, et l'on peut considérer qu'il s'agit d'une réponse pour contrecarrer le plan américain (ZLEA). Il est par ailleurs assez remarquable que le président mexicain (leur voisin mais surtout un partenaire économique de taille) ait insisté sur le fait que cette union se fasse sans les États-Unis et le Canada lors de leur réunion du 23 février 2010.

Les deux années à venir vont être décisives pour la confirmation de la vitesse de cette intégration régionale. Les élections de 2011 en Argentine (frein potentiel si candidat pro américain) puis le passage de statut d'observateur à membre permanent du Mexique dans l'UNASUR en 2012, sont les 2 catalyseurs internes qui pourront fortement accélérer le processus d'intégration. Un accord de libre échange entre le Mexique et le Brésil serait un puissant levier qui créerait un marché de 300 millions de consommateurs pour dynamiser économiquement et politiquement l'Amérique Latine.

Le Brésil joue un rôle central dans la constitution de cette union. En tant que puissance émergente reconnue par ses partenaires internationaux, il apporte la crédibilité et la stabilité nécessaire à l'UNASUR, et il sera de plus la vitrine parfaite de cette union lors de la coupe du monde de football en 2014 et les jeux olympiques de 2016.

La décennie à venir va se caractériser par la mise en place progressive de cette union, avec pour objectifs majeurs : la création d'une monnaie commune, la mise en place d'un parlement et d'un conseil de défense. L'intégration régionale va se construire par la progression des échanges entre leurs principales ressources (énergie / Venezuela, agroalimentaire / Argentine et Brésil, santé / Cuba ...). Sur le plan international, les relations avec l'Union Européenne et la Chine vont s'intensifier, tandis que celles avec l'Afrique vont se développer.

* Ingénieur de formation et actuellement contrôleur de gestion, Sébastien Rouxel s'intéresse particulièrement à l'histoire, l'économie et la géopolitique.

Montée croissante des tensions avec les États-Unis

Les mouvements de fond qui sont en train de provoquer des transformations majeures de la scène internationale conjugués avec le vieux fonds de ressentiment, voire d'hostilité que cultivent beaucoup de pays de cette région à l'encontre des Américains en raison de cette histoire particulière et complexe liant les États-Unis et les pays de l'Amérique Latine/Caraïbes ont favorisé les rapports nouveaux caractérisés par une volonté d'autonomie et de distanciation de ces derniers par rapport aux États-Unis. Le cinquième sommet des Amériques (18 et 19 avril 2009) qui a réuni B. Obama avec les dirigeants de 34 pays de l'Amérique Latine et des Caraïbes est très représentatif des nouveaux rapports de forces qui s'instaurent dans le continent :

- Les Américains n'ont pas réussi à imposer leur agenda ;
- La fin de l'embargo cubain a été le thème majeur du sommet ; le texte présentant la conclusion du sommet n'a été signé par aucun des pays d'Amérique Latine et des Caraïbes ;
- La cérémonie de signature de la déclaration finale a été annulée ;
- Le président brésilien Lula a déclaré qu'il n'y aurait pas d'autre sommet possible sans Cuba.

Cette nouvelle donne laisse présager une forte période d'incertitude pour les années à venir dans cette zone géographique.

L'année 2010 a été marquée par une forte montée des tensions au cœur de l'Amérique Latine et des Caraïbes : coups d'États du Honduras et tentative en Équateur dénoncés par les membres de l'UNASUR, fortes tensions entre la Colombie et le Venezuela suite à la militarisation de la frontière et l'octroi de bases US sous couvert de lutte contre la drogue et les FARC, création d'une base militaire de 10 000 hommes en Haïti suite au tremblement de terre. Tous ces événements peuvent être interprétés comme des tentatives de déstabilisation des principaux leaders de l'ALBA (Alliance Bolivarienne) par les États-Unis, afin d'éliminer leurs principaux opposants (en particulier, les Sud Américains de souche qui commencent à accéder au pouvoir) et de réimplanter des régimes pro américains. Cette tendance à la militarisation de la région, aux tentatives de coup d'États et à la montée des relations conflictuelles entre États satellites américains et autres membres de l'UNASUR risque de s'amplifier fortement.

L'entrée du Mexique dans l'UNASUR en 2012 et son ouverture préférentielle vers ses membres est un coup très dur pour les États-Unis : le Mexique est la 12ème puissance économique mondiale (PIB 2009), membre de la plus vaste zone de libre-échange du

Roman :

Des milliards de tapis de cheveux, de Andreas Eschbach

par Marie-Hélène Caillol

Chaque numéro du MAP mettra en valeur un auteur européen de sciences-fiction pour son approche comparable aux méthodes d'anticipation politique.

Andreas Eschbach est un auteur allemand de science fiction né en 1959 dont les œuvres, généralement best-sellers, sont traduites dans plusieurs langues. Parmi ses principales œuvres : « Le projet mars » (2001), « Le dernier de son espèce » (2003), « En panne sèche » (2009).

Grâce à son succès, Eschbach a réanimé la science-fiction allemande et, dans son sillage, de nouveaux auteurs allemands commencent à se faire connaître.

Dans ce roman de science fiction paru en 1995, tout se compte en milliards : des milliards de tapis



de cheveux, de planètes, d'années...

nous sommes dans un univers surdimensionné dominé par un seul homme, immortel bien sûr (c'est le secret de sa puissance quasi-illimitée) : l'Empereur, que personne n'a jamais vu mais que chacun adule et respecte... mais pas seulement.

En effet, sur des millions de planètes, depuis des millions d'années, des millions de tisseurs tissent des tapis avec les cheveux de leurs femmes et de leurs concubines pour décorer

monde avec les États-Unis et le Canada (ALENA), sous traitant privilégié des industriels américains. Sous fond d'affaiblissement continu de la devise américaine et de tensions concurrentielles de plus en plus vives entre les différents blocs économiques mondiaux, les échanges commerciaux entre le Mexique et les États-Unis vont se réduire, conduisant de fait le Mexique à se recentrer vers le marché intérieur de l'UNASUR et vers les blocs européens / asiatiques. Cette réorientation va accentuer les conflits frontaliers et conduire progressivement à la fermeture de la frontière entre le Mexique et les États-Unis. Sous couvert de lutte contre la drogue, de trafic d'armes, d'immigration clandestine naîtra une frontière physique (mur en construction depuis 1994) entre l'UNASUR et les États-Unis, symbolisant par elle-même le clivage Nord / Sud du continent.

A partir de 2015, compte tenu de l'effondrement économique et du coup exorbitant de sa présence militaire internationale, les États-Unis vont devoir limiter leurs objectifs à quelques cibles stratégiques, notamment le canal de Panama et plus généralement un recentrage de leurs activités militaires vers l'Amérique Latine, toujours considérée comme leur arrière cour. Un conflit armé entre un État satellite tel que la Colombie et d'autres membres de l'UNASUR pourrait éclater à tout moment pour un prétexte des plus futiles. L'île des Malouines est également une source importante de conflit, et l'exploitation des ressources pétrolifères sous l'égide britannique serait un élément déclencheur de conflits avec l'Argentine et plus généralement les pays membres de l'UNASUR.

La prochaine décennie offre d'énormes opportunités pour l'unification de l'Amérique Latine. Mais l'accomplissement du rêve de Bolivar est aussi parsemé d'embûches. Les pays d'Amérique Latine devront composer avec leurs faiblesses internes, leurs hétérogénéités économiques et être capables de dépasser leurs clivages politiques. Cependant ce projet est arrivé à maturité et les plus grandes inconnues proviennent des capacités américaines à accepter et à s'adapter à cet état de fait. L'effondrement de l'empire américain est l'occasion d'une redistribution totale des rapports de force à l'échelle mondiale, à ce titre, les deux prochaines élections américaines (2013-2018) et le rôle / poids croissant de la population d'origine latine à l'intérieur même des États-Unis (18% actuellement, soit 45 millions d'habitants - croissance de 40 % en 10 ans) seront des facteurs décisifs sur l'évolution à moyen terme des relations entre l'Amérique du nord et l'Amérique du sud.

le « Palais des Etoiles » ou vit l'Empereur.

La tradition, fondée sur l'obéissance aveugle à l'Empereur, maintient dans la répétition immuable ces sociétés exclusivement organisées autour de cette étrange mission : « Le malheur s'empare de qui-conque commence à douter de l'Empereur ». Tout est dit !

Et pourtant, dans un univers si vaste et si bien organisé, dans ces sociétés si immuables, que se passerait-il si l'Empereur venait à disparaître ? Qui le saurait, comment et au bout de combien de temps ?

Donner un sens absurde mais simple à la vie de chaque individu, rendre inquestionnable ce sens à l'aide des traditions et de la superstition, éloigner à l'infini l'être suprême vers lequel tend tout le système, noyer non seulement l'individu mais des sociétés entières dans l'incommensurabilité, telles sont les recettes d'hyper-totalitarisme que nous livre ce roman kafkaïen.

La trame narrative très originale, en cohérence avec son thème, suit différents personnages dont seule l'adjonction des différents points de vue, telle un kaléidoscope, permet d'aboutir à la compréhension de l'histoire.

**Ne manquez pas le prochain numéro du Magazine
d'Anticipation Politique (février 2011)**

Inscrivez-Vous :

<http://www.europe2020.org/spip.php?article42&lang=fr>

N'hésitez pas à nous envoyer vos commentaires :

map@leap2020.eu